

Intervention de S.E. M. Jean Asselborn
Ministre des Affaires étrangères et européennes

Débat public du Conseil de sécurité

Le sort des enfants en temps de conflit armé

Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé

New York, le 8 septembre 2014

Statement by H.E. Mr. Jean Asselborn
Minister of Foreign and European Affairs

Open Debate of the Security Council

Children and armed conflict

Report of the Secretary-General on children and armed conflict

New York, September 8th, 2014

Madame la Présidente,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier très chaleureusement de l'organisation de ce débat public sur le sort des enfants en temps de conflit armé sous votre Présidence du Conseil.

Je voudrais remercier également la Représentante spéciale, Madame Zerrougui, la Directrice générale adjointe d'Unicef, Madame Brandt, ainsi que Monsieur Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix pour leurs présentations éclairantes. Je souhaiterais aussi saisir cette occasion pour saluer l'engagement de l'Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, Monsieur Forest Whitaker, pour la cause des enfants touchés par les conflits armés. Je tiens enfin à remercier Sandra Uwiringiyimana pour son témoignage : votre récit, Mademoiselle, m'a beaucoup ému.

Madame la Présidente,

Il y a six mois, presque jour pour jour, nous avons adopté à l'unanimité une dixième résolution sur le sort des enfants en temps de conflit armé à l'occasion du débat public que j'avais eu l'honneur de présider. Mais en dépit des résolutions successives du Conseil et des avancées qu'elles représentent pour leur protection, les enfants continuent de payer un très lourd tribut aux conflits.

De la Syrie à la République centrafricaine, du Soudan du Sud à l'Afghanistan, de Gaza à l'Iraq : les enfants sont tués et mutilés, et, selon les situations, enlevés, abusés sexuellement et recrutés, aussi bien par les forces gouvernementales que par les acteurs non-étatiques. Les écoles et les écoliers continuent d'être la cible d'attaques délibérées ; les infrastructures scolaires sont régulièrement pillées ou détournées de leur fonction première en étant utilisées à des fins militaires. Ces actes privent les enfants, et les communautés dont ils représentent l'avenir et l'espoir, d'un droit fondamental : le droit à l'éducation. L'ignorance qui résulte du manque d'éducation favorise l'intolérance et perpétue le cycle de la pauvreté, contribuant ainsi à alimenter la violence. J'espère que le Conseil de sécurité continuera à accorder à cette question l'attention qu'elle mérite dans l'esprit des résolutions 1998 et 2143.

La persistance des violations et des sévices commis à l'encontre des enfants dans les situations de conflit nous rappellent avec force que nos progrès doivent se mesurer non seulement aux améliorations que nous apportons à notre cadre normatif - aussi important soit-il - mais aussi à la façon dont ce Conseil met en œuvre ses décisions dans des contextes spécifiques. Que ce soit par le biais des résolutions-pays, des mandats des opérations de maintien de la paix, des régimes des sanctions ou par celui des conclusions qu'adopte le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés, il faut que le Conseil fasse preuve de cohérence et qu'il applique concrètement ce à quoi il s'est engagé de façon générique dans ses résolutions thématiques. Il en va de sa crédibilité.

Cela compte aussi pour la lutte contre l'impunité : les auteurs d'atrocités commises contre les enfants doivent répondre de leurs actes. Ce Conseil doit agir à cet égard en ligne avec ses prérogatives, dont celle de saisir la Cour pénale internationale.

Madame la Présidente,

Comme je viens de le dire, partout où les conflits font rage, les enfants sont particulièrement affectés. Depuis trois ans et demi, un conflit d'une violence inouïe décime la Syrie. Et loin de s'atténuer, les combats se poursuivent sans relâche. Le mois de juillet

2014 a été le mois le plus meurtrier pour les populations civiles depuis le début du conflit. Parmi les victimes, on compte bien plus de 10.000 enfants tués; des milliers d'autres ont été mutilés et resteront marqués à vie, physiquement et moralement. D'innombrables enfants innocents ont perdu la vie du fait d'attaques sans discrimination de zones civiles, de bombardements aveugles à l'aide de barils d'explosifs avec comme seul objectif de semer la terreur et la désolation parmi la population civile. D'autres encore ont été victimes d'attaques délibérées contre leurs écoles : 240 enfants ont été tués ou blessés lors de telles attaques rien qu'entre avril et juin 2014. Sans parler des enfants auxquels on a dénié l'accès à l'aide humanitaire, des enfants emprisonnés et torturés par les forces gouvernementales voire forcés de se battre au sein des groupes armés pro-gouvernementaux, de groupes armés d'opposition et de groupes et entités terroristes, au premier rang desquels l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL).

Les rapports d'exactions commises par l'EIIL à l'encontre des enfants dans les territoires sous son contrôle, que ce soit en Syrie ou en Irak, se multiplient : recrutements, meurtres, viols, enlèvements et attaques contre les écoles sont monnaie courante. Comme vient de le rappeler la Représentante spéciale dans son intervention, plus de 500 enfants ont été tués en Irak depuis le début de l'année.

Près de 500 morts, c'est également le nombre des victimes parmi les enfants qu'a fait le dernier cycle de violence dans la bande de Gaza durant l'été. Indépendamment de toute considération politique, on ne peut être qu'indigné lorsqu'au cours d'une opération militaire le nombre d'enfants tués égale celui des combattants. Cela défie tout simplement l'entendement.

Madame la Présidente,

On pourrait citer ici encore tant d'autres situations de conflit et multiplier les exemples de graves violations contre les enfants, dont les exactions commises par Boko Haram, qui a fait, à juste titre, son entrée dans la liste d'infamie. Mais j'aimerais conclure sur une note plus optimiste. Car en dépit des raisons d'inquiétudes, nombreuses il est vrai, l'engagement de la communauté internationale dans son ensemble a permis des avancées qui sont autant de lueurs d'espoir.

Par le travail de sensibilisation inlassable de la Représentante spéciale, des engagements continuent d'être pris par les Gouvernements, notamment pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants. Au Yémen, un plan d'action a ainsi été signé par le Gouvernement le 14 mai dernier, portant à sept le nombre de Gouvernements qui se sont engagés à mettre un terme au recrutement d'enfants. C'est un signe encourageant supplémentaire pour le succès de la campagne « Des enfants, pas des soldats » de la Représentante spéciale et d'UNICEF, après la sortie du Tchad des annexes du rapport du Secrétaire général suite à la mise en œuvre du plan d'action signé par le Gouvernement. Permettez-moi de saluer ici les efforts déterminés des autorités tchadiennes à cet effet. Au Myanmar - où le Groupe de travail du Conseil de sécurité s'est rendu l'année dernière - les forces armées ont poursuivi la démobilisation d'enfants de leurs rangs, en accord avec les engagements souscrits. En République démocratique du Congo, le Président a nommé sa première Conseillère spéciale en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants. Les organisations régionales ne sont pas en reste et se mobilisent également de façon accrue pour améliorer la protection des enfants, comme le prouve la création d'un poste d'Envoyé spécial de l'Union africaine pour les enfants en Afrique.

Madame la Présidente,

Dans son étude sur l'impact des conflits armés sur les enfants, Graça Machel introduisit son sujet en soulignant que les enfants sont, je cite, « *à la fois notre raison de lutter pour éliminer les pires aspects des conflits et notre meilleur espoir de réussite* ». Ce mélange d'idéalisme et de pragmatisme caractérise de la manière la plus adéquate l'agenda des enfants en temps de conflit armé. J'espère que le Conseil saura poursuivre à l'avenir sa noble tâche d'éliminer les pires aspects des conflits et qu'il saura trouver des solutions pratiques pour mettre fin aux violations et sévices contre les enfants.

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Madam President,

Allow me first of all to thank you very warmly for having organized this open debate on children and armed conflict under your Presidency of the Council.

I would also like to thank the Special Representative, Ms Zerrougui, the Deputy Executive Director General of UNICEF, Ms Brandt, as well as Mr Ladsous, Under-Secretary-General for Peacekeeping Operations for their enlightening presentations. I would also like to seize this occasion to thank the Special Envoy for Peace and Reconciliation of UNESCO, Mr Forest Whitaker, for his commitment to the cause of children affected by armed conflict. Finally, I would like to thank Ms Sandra Uwiringiyimana for her testimony: Madam, I was deeply moved by your story.

Madam President,

Six month ago, almost to the day, we adopted unanimously a tenth resolution on children and armed conflict on the occasion of an open debate I had the honour to preside over. But despite the successive resolutions adopted by the Council and the progress they represent for their protection, children continue to pay a very heavy price during conflicts.

From Syria to the Central African Republic, from South Sudan to Afghanistan, from Gaza to Iraq: children are killed and maimed and, depending on the situation, abducted, sexually abused, and recruited, both by government forces and by non-state actors. Schools and pupils continue to be the targets of deliberate attacks; school infrastructures are regularly ransacked or alienated from their primary purpose by being used for military purposes. These acts deprive children, and the communities whose future and hope they represent, of a fundamental right: the right to education. The ignorance stemming from a deficit of

education fosters intolerance and perpetuates the cycle of poverty, thus contributing to feeding the violence. I hope the Security Council will continue to give this issue the attention it requires in the spirit of resolutions 1998 and 2143.

The persistence of violations and abuses committed against children in conflict situations is a stark reminder that the progress we make should be measured not only against the yardstick of the improvements we bring to our normative framework – however important that may be – but also by how this Council implements its decisions in specific contexts. Whether through country-specific resolutions, peacekeeping operations mandates, sanctions regimes or through the conclusions which are adopted by the Working Group on Children and Armed Conflict, the Council must be coherent and must concretely apply what it has committed to in its thematic resolutions. The Council's credibility is at stake here.

This is true also for the fight against impunity: those who perpetrate atrocities against children must be held accountable. In this regard, the Council must act in accordance with its prerogatives, including the power of referral to the International Criminal Court.

Madam President,

As I have just said, wherever conflicts rage, children are particularly affected. For three and a half years, a conflict of untold violence is decimating Syria. Far from diminishing, the fighting continues unabated. The month of July 2014 has been the most deadly for the civilian population since the beginning of the conflict. Among the victims, there are now well over 10,000 children who have been killed; thousands more have been maimed and will remain scarred for life, physically and psychologically. Countless innocent children have lost their lives due to indiscriminate attacks on populated areas, indiscriminate bombardments by barrel bombs, with the only objective of terrorising and devastating the civilian population. Others have fallen victim to deliberate attacks against their schools: 240 children have been killed or wounded in such attacks between April and June 2014 alone. I could also mention the children who are denied access to humanitarian aid, the children who are detained and tortured by government forces or even forced to fight in pro-government armed groups, armed opposition groups and terrorist groups and entities, first among which the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL).

Reports of abuses committed against children by ISIL in territories under its control, be it in Syria or in Iraq, are increasing: recruitment, murder, rape, abductions and attacks against schools are rampant. As the Special Representative has just recalled in her statement, more than 500 children have been killed in Iraq since the beginning of the year.

Close to 500 dead, this is also the number of children who have been killed during the latest cycle of violence in the Gaza strip during the summer. Leaving political considerations aside, one can only be outraged when the number of children killed during a military operation is as high as the number of combatants killed. This is simply beyond comprehension.

Madam President,

I could go on and name many more conflict situations, give many more examples of grave violations against children, such as the abuses committed by Boko Haram, which has rightfully been added to the list of shame. But I would like to conclude on a more optimistic note. Indeed, in spite of the many reasons to be concerned, the commitment of

the international community as a whole has generated areas of progress, which are true glimmers of hope.

Thanks to the tireless awareness raising efforts of the Special Representative, governments continue to take commitments, notably to end the recruitment and use of children. In Yemen, an action plan has been signed by the government on 14 May 2014, bringing to seven the number of governments committed to end recruitment of children. This is an additional encouraging sign for the success of the “Children, not soldiers” campaign launched by the Special Representative and UNICEF, after the delisting of Chad from the annexes of the report of the Secretary-General, following the implementation of the action plan signed by the government. Allow me to commend here the determined efforts of the Chadian authorities to this end. In Myanmar – visited by the Security Council Working Group last year – the armed forces have continued the demobilisation of children from their ranks, in line with their commitments. In the Democratic Republic of the Congo, the President has appointed his first Special Advisor for the fight against sexual violence and the recruitment of children. The regional organisations are also active and are mobilising to improve the protection of children, as is illustrated by the creation of a post of Special Envoy of the African Union for children in Africa.

Madam President,

In the introduction to her study on the impact of armed conflict on children, Graça Machel underlined that children are, I quote *“both our reason to struggle to eliminate the worst aspects of warfare, and our best hope for succeeding at it”*. This blend of idealism and pragmatism characterizes in the most adequate way the children and armed conflict agenda. I hope that the Council will be able to pursue in the future its noble task of eliminating the worst aspects of conflicts, and that it will be able to find practical solutions to end the violations and abuses committed against children.

I thank you for your attention.